



CSAL

Formation Spécialisée Hygiène et Sécurité

26 juillet 2023

Compte-rendu

## MINI-CAE : on va rentrer au chausse-pied

De façon liminaire, nous avons lu le courrier récemment adressé par FO à la préfète de département dénonçant le **manque de surface (divisée par trois entre le seul bâtiment I actuel et l'ensemble des nouveaux locaux !)** et **exigeant de nouvelles surfaces dans le quartier**. A notre grande surprise, le Président a semblé répondre à la place de la représentante de l'État.

Nous avons dénoncé **les nouvelles règles de la politique immobilière de l'État** qui trouvent en ce bâtiment un terrain d'expérimentation. Le « Flex office », open space du « new public management » 2030 (ils adorent les anglicismes) constitue un **formidable levier pour disloquer tant les services, dispersés dans des « espaces partagés », que les structures hiérarchiques de l'administration dissoutes dans un chaos organisationnel** structurel donc permanent.

Nous avons à nouveau **exigé des bureaux attitrés pour tous**. La direction a affirmé qu'elle combattrait toute « dérive » vers des demandes multiples en ce sens. (Handicaps reconnus seulement). Nous avons affirmé que c'était une pente naturelle par laquelle chacun allait combattre l'orientation prise qui est déshumanisante.

Nous avons posé plusieurs questions en amont de cette réunion, d'autres ont été ajoutées en séances.

Nous avons appris qu'il n'y aurait dans ce nouveau bâtiment ni local MGEFI ni MASFIP. Nos mutuelles ne pourront plus tenir leurs permanences à la Part-Dieu. De même pour l'ATSCAF. Nous savions déjà qu'il n'y aurait plus d'amphi.

Cabinet médical et services sociaux sont prévus... Dans la (très hypothétique) phase deux (2027 ?).

L'espace "travailler autrement" disposera d'un écran. Pour le moment, l'installation d'un clavier et/ou d'une souris n'est pas prévue. Tant pis pour ceux qui travaillent habituellement en double écran. Devront-ils prendre des tickets pour accéder à ce

privilège ? En revanche, les problèmes d'hygiène liés à l'utilisation d'un canapé ne semblent pas effaroucher notre direction toute esbaudie par son nouveau jouet.

Comme les agents des finances publiques ne savent pas "travailler autrement", l'administration va le leur expliquer, un guide est prévu...

Matériels : encore beaucoup d'incertitudes. Un téléphone fixe par bureau est « envisagé ». L'administration n'est pas encore fixée pour les téléphones portables. Réflexion en cours sur les porte-manteaux. Globalement, la direction préfère discourir sur les détails d'intendance que débattre sur l'essentiel.

Face à la mise en avant des « nouvelles façons de travailler » (Tables/chaises hautes, canapés) et au chiffrage scandaleux de 0.7 poste de travail par agent, FO a demandé que ceux qui souhaitent travailler uniquement à un bureau traditionnel puissent avoir l'assurance de disposer d'un poste de travail de ce type. Demande acceptée.

Nous avons dénoncé le potentiel découpage du bâtiment en zones d'accès restreint. La direction s'est engagée à faire le maximum pour ne pas trop cloisonner les locaux. Nous y veillerons, bien sûr.

**Nous n'avons pas eu de réponse à notre demande de chiffrages surfaces / effectifs service par service.** Décidément, l'administration aime bien se faire tirer l'oreille pour donner aux représentants des personnels les chiffres qui nous concernent tous. Nous faudra-t-il à nouveau avoir recours à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs ?

A ce sujet, la visite organisée par la direction pour les agents de l'accueil hier après-midi a permis à ces derniers de constater que **la surface du hall d'accueil avait fondu dans des proportions indécentes.** A Mini-CAE, mini-accueil. La file d'attente de l'accueil n'a pas fini de grandir à la Part-Dieu ! A ce sujet, FO a dénoncé une véritable tiers-mondisation grandissante du service public par la destruction de ses moyens.

La direction avait auparavant concédé en séance **la fin de la caisse dans ce qui est encore la première cité administrative d'État de France.** Les Finances Publiques n'encaissent plus de numéraire !

**Travailler sur un canapé n'est pas une revendication des agents de la DRFiP ! Le modèle des porte-manteaux importe moins que de disposer d'espaces de travail spacieux et de bureaux attitrés, individualisés et respectant la confidentialité des échanges lorsque c'est nécessaire. Ce petit bâtiment apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : la concrétisation, l'incarnation du moins d'État et de la destruction du service public.**